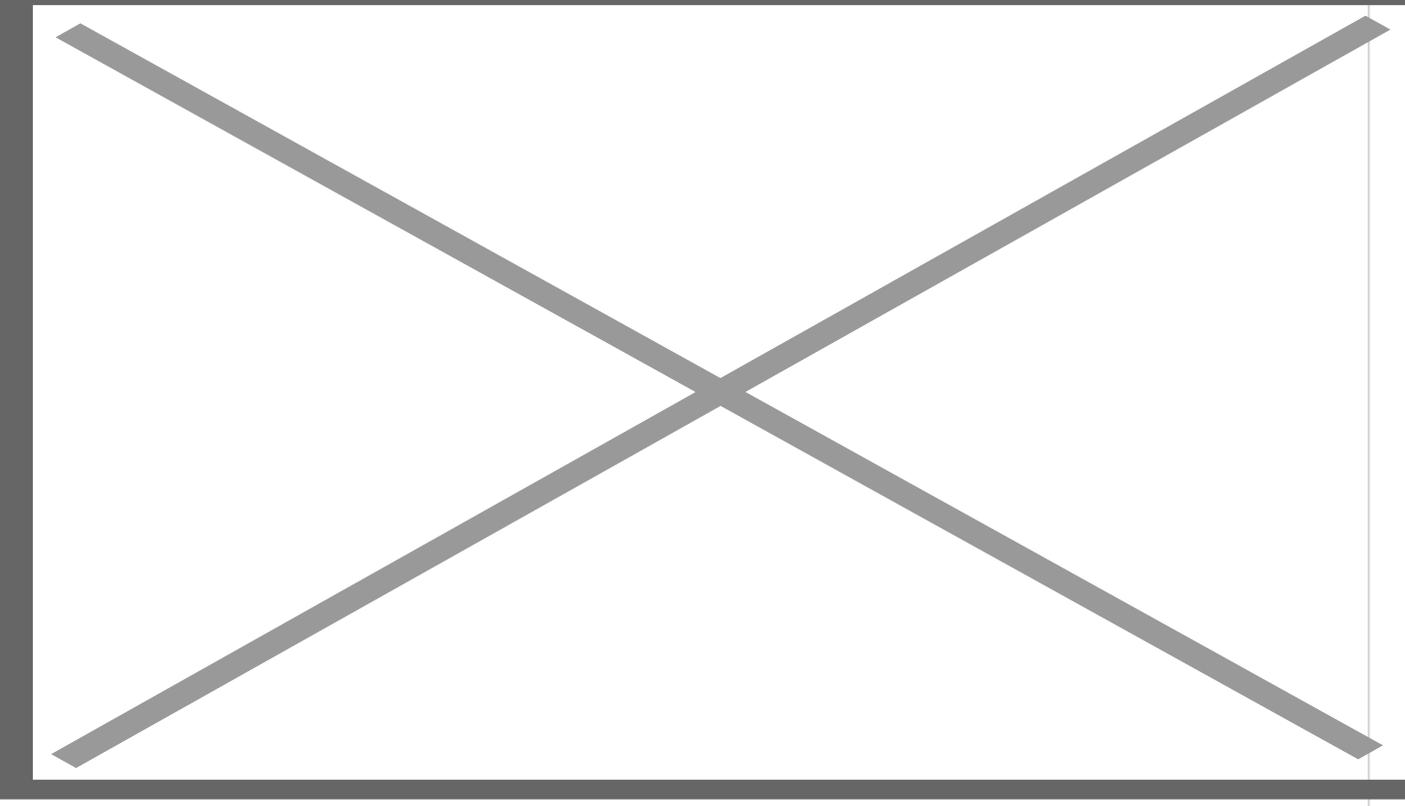


Le Sénat brésilien a accusé Bolsonaro de crimes en temps de pandémie

Image not found or type unknown



Brasilia, 20 octobre (RHC) La Commission Parlementaire d'Enquête (CPI) qui a supervisé la gestion gouvernementale auprès du Covid-19 a accusé le président du Brésil, Jair Bolsonaro.

L'inculpation s'étend également à ses trois enfants, ministres, anciens ministres et députés pour des délits commis pendant la pandémie.

Selon le rapport final, de plus de 1.180 pages et lu par le rapporteur de la junte, le sénateur Renan Calheiros, 68 accusations sont prévues.

Pour le rapporteur, le gouvernement fédéral a ignoré et a choisi d'agir de manière peu technique et négligente pour faire face à la pandémie, en exposant délibérément la population à un risque concret d'infection massive.

Selon le contenu, l'administration a maintenu un cabinet parallèle pour soutenir des mesures dans le domaine de la santé contre les preuves scientifiques.

Il a également travaillé dans le but d'immuniser la population par le biais de ce que l'on appelle l'immunité du troupeau, a donné la priorité au traitement précoce sans soutien scientifique de l'efficacité, a agi contre l'adoption de mesures non pharmacologiques, comme l'isolement sociale et le port de masques.

Même l'exécutif de Bolsonaro 'a agi délibérément pour retarder l'achat de vaccins, au mépris évident de la vie des Brésiliens', indique le texte.

Calheiros est arrivé à la version finale après avoir discuté dès le début de la semaine avec d'autres membres de la CPI. Deux projets ont été présentés avant le document final.

Dans un premier temps, le rapport demandait l'inculpation de Bolsonaro pour 11 crimes, dont le meurtre et le génocide d'autochtones.

Hier soir, la direction de la commission a décidé d'exclure ces accusations, qui étaient l'un des points de désaccord entre Calheiros et ses collègues.

Additionnées, les peines prévues par le Code pénal pour les délits de droit commun peuvent atteindre près de 40 ans, en cas de peine maximale. Dans le cas d'une peine minimale, le même calcul conduirait à un peu plus de 20 ans de détention.

Le rapport final sera voté la semaine prochaine par la CPI, qui n'a pas le pouvoir d'accuser qui que ce soit.

Les demandes d'inculpation sont transmises aux organes compétents, notamment le Bureau du Procureur général, les procureurs des États et le Département de la police fédérale.

Le texte exige l'inculpation de trois descendants de Bolsonaro, quatre ministres, deux anciens ministres et cinq députés fédéraux.

Calheiros veut également que les entrepreneurs, les médecins et les blogueurs soient poursuivis.

La liste comprend les ministres Marcelo Queiroga, de la Santé, Waltar Braga Netto, de la Défense, Onyx Lorenzoni, du Secrétariat général, et Wagner Rosário, du Bureau du Contrôleur général de l'Union.

Le Brésil cumule à ce jour 603.855 décès et 21.664.879 cas de Covid-19.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/274459-le-senat-bresilien-a-accuse-bolsonaro-de-crimes-en-temps-de-pandemie>



Radio Habana Cuba